

One Planet Summit : que retenir du sommet de Paris pour le climat ?

One Planet Summit : que retenir du sommet de Paris pour le climat ? Ce mardi, à Boulogne-Billancourt, près de Paris, dans le cadre du One Planet Summit, quelques décisions intéressantes pour le climat ont été prises. De grandes entreprises et des institutions financières, dont la Banque mondiale, ont promis de se détourner des énergies fossiles. Voici l'essentiel à retenir. « On est en train de perdre la bataille », a déclaré le président de la République française devant une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement réunis à l'occasion du deuxième anniversaire de l'accord de Paris sur le climat. Emmanuel Macron avait décidé d'organiser cet One Planet Summit après l'annonce par Donald Trump du retrait américain du pacte historique contre le réchauffement. « Le défi de notre génération est d'agir, agir plus vite et gagner cette bataille contre le temps, cette bataille contre la fatalité, pour mettre en oeuvre des actions concrètes qui vont changer nos pays, nos sociétés, nos économies », a-t-il ajouté. Cet accord de 2015 vise à contenir la hausse moyenne de la température sous le seuil critique des 2 °C. Mais les engagements pris par les États mettent la planète sur une trajectoire de +3 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Et réduire les émissions de gaz à effet de serre pour atteindre les objectifs demandera des investissements massifs et des changements majeurs. En réponse aux appels à se désengager des énergies fossiles, la Banque mondiale a annoncé qu'elle arrêterait de financer, après 2019, l'exploration et l'exploitation de pétrole et de gaz, sauf «

circonstances exceptionnelles ». « Il était temps pour nous de montrer l'exemple », a commenté le président de cette organisation, Jim Yong Kim. Si de plus en plus d'acteurs financiers affichent leur volonté de se désengager du charbon, énergie la plus polluante, la Banque mondiale est la première banque multilatérale à prendre un tel engagement dans ce secteur, qui représentait 5 % des fonds qu'elle avait accordés en 2016. C'est « un vote de défiance accablant pour l'avenir de l'industrie des combustibles fossiles », a salué Gyorgy Dallos, de Greenpeace International. Soutenir les énergies fossiles, c'est « investir dans notre perte », a également souligné le secrétaire général de l'ONU António Guterres. L'accord de Paris, conclu en 2015 lors de la COP 21, est entré en vigueur le 4 novembre 2016. Il a été signé par la quasi-totalité des pays membres de l'ONU, dont les États-Unis. Le retrait de ces derniers, décidé par Donald Trump, n'est pour l'instant qu'une déclaration et ne sera effectif qu'en 2020. Il ne remet pas l'accord en cause puisque la condition de la validité de celui-ci est qu'il soit signé par un ensemble de pays représentant au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre. Le but est largement atteint, même en ôtant la part des États-Unis, estimée à 17 %. © Simon Malfatto, AFP Le secteur privé semble s'engager contre le réchauffement Le sommet a été l'occasion d'engagements de la part d'autres acteurs privés et publics. L'assureur français Axa a annoncé un désengagement accéléré de l'industrie du charbon. Un groupement de plus de 200 grands investisseurs a décidé de mettre la pression sur 100 entreprises parmi les plus émettrices de gaz à effet de serre pour qu'elles adaptent leur modèle à la lutte contre le réchauffement. Des annonces accueillies plutôt favorablement par les militants. Ce sommet « est un signe que le monde commence à prendre au sérieux les engagements de l'accord de Paris », a commenté l'ONG Christian Aïd. Il a « montré que nous sommes dans une nouvelle phase de l'action climatique internationale », a ajouté Christoph Bals, de Germanwatch. D'autres ont toutefois déploré un manque d'engagements financiers directs des États, alors que les pays du Nord ont promis de porter à 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 leurs financements climat aux pays du Sud pour les aider à s'adapter aux impacts des dérèglements (digues, surélévation des habitats, systèmes d'alerte météo, etc.). Sven Harmeling, de Care International, a ainsi regretté que les gouvernements n'aient annoncé ni la fin des financements des énergies fossiles « avec l'argent des contribuables » ni « une hausse massive de leur aide à l'adaptation des populations les plus vulnérables ». John Kerry, Michael Bloomberg, Bill Gates ET Arnold Schwarzenegger Le président américain, qui n'était pas convié, a lui été la cible de critiques, l'ancien secrétaire d'État américain John Kerry qualifiant notamment le retrait américain de « honte » et de « décision autodestructrice prise dans un but politique ». Parmi les présents sur l'île Seguin, à l'ouest de Paris, le Mexicain Enrique Peña Nieto, la Britannique Theresa May, l'Espagnol Mariano Rajoy, des présidents africains et ceux de petites îles. Le Canada, la Chine et l'Inde, grands émetteurs de gaz à effet de serre, n'étaient représentés qu'au niveau ministériel. Côté américain, l'ancien maire de New York Michael Bloomberg, le gouverneur de Californie Jerry Brown, son prédécesseur Arnold Schwarzenegger ou encore le milliardaire Bill Gates. Clôturant les débats, Emmanuel Macron, jugeant que le sommet avait permis de commencer à « rattraper un peu de terrain dans ce champ de bataille », a annoncé la création d'une plateforme en ligne, One Planet, qui regroupera toutes les initiatives. Il souhaite que cet évènement se répète « chaque année » sous ce format, à Paris ou ailleurs. Publié le 13/12/2017 Source Web: futura-sciences